

## DÉCLARATION LIMINAIRE AU CSAL DU 16 JANVIER 2024

Monsieur le président,

Alors que notre directeur général nous a successivement offert ses traditionnels bons vœux du nouvel an sur Ulysse, puis nous a informés de son départ quelques jours plus tard, nous aurions préféré l'entendre sur un autre sujet. En effet, il a récemment fait les honneurs d'un article de Médiapart, où l'on apprend, si l'affaire est confirmée, qu'il a aidé un club de football français à éviter plusieurs millions d'euros d'impôts et de cotisations sociales. Certes, il n'était pas encore aux fonctions qui ont été les siennes à la DGFIP, mais nous admirons la déontologie dont il semble avoir fait preuve. Pendant ce temps, on demande aux agents d'être exemplaires, et de se serrer la ceinture avec de misérables augmentations de rémunération, qui sont loin, très loin de compenser l'inflation de ces dernières années.

Alors que les agents ont subi énormément de réformes structurelles et fonctionnelles depuis de nombreuses années (de la fusion DGI/DGCP au NRP, en passant par la Loi de Transformation de la Fonction Publique), auxquelles s'ajoutent diverses « solutions » informatiques (PILAT, GMBI, GUFÉ...) et lois (ESSOC) aussi structurantes qu'impactantes.

Alors qu'ils subissent les suppressions d'emplois, les suppressions de postes, la casse de leurs missions, du réseau, la destruction de leurs droits et garanties, etc. dégradant les conditions de travail et la qualité des missions.

Près de 36 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFIP et il faudrait se réjouir d'avoir pour 2024 « seulement » 200 nouvelles suppressions d'emplois !

Dans les documents qu'elle nous a adressé pour le CSA de réseau du 11 décembre 2023, la Direction générale se félicite d'une évolution historique de la courbe des emplois. En effet, côté emplois pour 2024 nous en serions à +148 ETP.

Or le PLF 2024 prévoit une suppression nette de 200 ETP (initialement - 450 ETP). Ce nouveau coup de rabet sur les emplois n'est justifié à aucun moment, si ce n'est par la réaffirmation que la DGFIP doit, une fois de plus, jouer les bons élèves via une contribution supplémentaire. C'en est une de trop pour la DGFIP, contributaire depuis de trop nombreuses années de la baisse des dépenses publiques.

Le transfert de +348 ETP liés aux transferts de missions et donc arrivant avec leur propre charge de travail (notamment des Douanes et de la taxe d'urbanisme), ne viendra nullement soulager les services exsangues ne parvenant plus à réaliser correctement leurs missions. Au contraire, il faudra pour les agents en poste parvenir à absorber ces tâches supplémentaires, souvent sans sachants, certainement du fait de notre grande attractivité.

En fait on constate que l'essentiel des services relocalisés sont financés par le réseau territorial : 479 ETP, redéploiements financés pour l'essentiel par 42 directions contributrices.

La Meuse ne fait pas exception, puisqu'elle voit certes arriver 25 postes du fait de la création du SA SIE à Verdun, mais ils ne renforceront évidemment pas les services locaux en souffrance, car cette structure arrive avec sa propre charge de travail. On demande par contre aux services d'absorber 3 nouvelles suppressions, ce qui dégradera toujours plus la qualité du service public rendu et les conditions de travail.

Cette année encore, le SIP Nord Meuse subit une destruction d'emploi. Belle reconnaissance pour les agents ayant grandement souffert avec l'échec de GMBI l'année dernière. Or, et c'est là où cela devient scandaleux, ces mêmes SIP se voient attribuer d'autres missions, notamment un renforcement de l'accueil téléphonique et distanciel et le traitement des demandes d'aides aux particuliers concernant l'inflation sur les prix des énergies. Leur charge de travail ne diminue absolument pas, elle se renforce mais avec moins d'effectifs.

Cette année encore, un poste à l'EDR est supprimé. De quel soutien pourront encore bénéficier les services en souffrance ?

Cette situation est inacceptable ! Elle détériore une fois de plus nos conditions de vie au travail et génère des tensions et du mal-être dans nos services.

Au-delà des grands discours véhiculés par la DGFIP, le Ministère et le gouvernement, les services publics s'éloignent toujours plus de la population et des collectivités. Sur le quinquennat 2023 / 2027, 3000 suppressions d'emplois sont déjà actées au sein de la DGFIP.

De plus, l'avenir est inquiétant pour tous les agents de la DGFIP, car en arrière-plan se dessinent les dernières orientations fixées par le cadre d'objectifs et de moyens (COM) où l'Intelligence Artificielle notamment servira à justifier de nouvelles restructurations et externalisations de missions.

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances Publiques ne siègera pas aujourd'hui à la première convocation de ce CSAL « emplois ».